



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 047-24-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au
poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport
Casablanca Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7

ARTICLE 11 :	DROIT APPLICABLE _____	7
ARTICLE 12 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT _____	7
ARTICLE 13 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	7
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES _____	7

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 9

ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	9
ARTICLE 16 :	DELAI D'EXECUTION DU MARCHE _____	9
ARTICLE 17 :	PENALITES POUR RETARD _____	9
ARTICLE 18 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 19 :	PRESENCE DU PRESTATAIRE SUR LES LIEUX DES TRAVAUX _____	10
ARTICLE 20 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	10
ARTICLE 21 :	MODE DE PAIEMENT _____	10
ARTICLE 22 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	10
ARTICLE 23 :	CONTROLE ET VERIFICATION _____	10
ARTICLE 24 :	BREVETS _____	11
ARTICLE 25 :	DELAI DE GARANTIE _____	11
ARTICLE 26 :	RECEPTIONS _____	11
ARTICLE 27 :	GARANTIE PARTICULIERE _____	11
ARTICLE 28 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES _____	12
ARTICLE 29 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT _____	12
ARTICLE 30 :	NORMES : _____	12
ARTICLE 31 :	CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX _____	13
ARTICLE 32 :	INSTALLATION _____	14
ARTICLE 33 :	DOSSIERS DE FABRICATION ET D'INSTALLATION ET DOCUMENTATION TECHNIQUE _____	14
ARTICLE 34 :	ESSAIS _____	14
ARTICLE 35 :	PROJET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER _____	15
ARTICLE 36 :	PLANS D'EXECUTION _____	15
ARTICLE 37 :	PROGRAMME DES TRAVAUX _____	15
ARTICLE 38 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER _____	15
ARTICLE 39 :	CAHIER DE CHANTIER _____	15
ARTICLE 40 :	SIGNALISATION TEMPORAIRE _____	16
ARTICLE 41 :	RELATIONS DU PRESTATAIRE AVEC LE DISTRIBUTEUR _____	16
ARTICLE 42 :	MATERIEL ET MISE EN ŒUVRE _____	16
ARTICLE 43 :	DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE _____	16
ARTICLE 44 :	SPECIFICATIONS TECHNIQUES _____	17
ARTICLE 45 :	DEFINITION DES PRIX _____	24

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 047-24-AOO

Le **mardi 16 avril 2024 à 10h00**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'Appels d'Offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport CASABLANCA Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **81 000,00 DH.**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **5 400 000,00 DH.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 047-24-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au
poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport
Casablanca Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des

passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2, B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : **Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.**

NB 3 : **En cas de groupement**, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser la mention suivante :

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes distinctes :
 - a. La première enveloppe contient :
 1. Les pièces du dossier administratif (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du dossier technique (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du dossier additif (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le cahier des prescriptions spéciales (Article 6 § E).
 - b. La deuxième enveloppe contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. La troisième enveloppe contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloté :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté

n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces d'ordre administratif et technique dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis.**

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

a. Tout pli déposé électroniquement peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf disposition contraire dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics** ou **par lettre recommandée avec accusé de réception** ou **par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics** ou par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES




L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V.

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

❖ Pour les concurrents résidents au Maroc :

Il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original d'une ou des certificats de qualification et de classification, valide, dans le(s) secteur(s), classe(s) et qualification(s) suivant(s) :

Secteur	Qualification	Classe
J	J-7	2

NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir le certificat de qualification et de classification selon la nature du groupement, conformément à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

❖ Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 3 780 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2017 et 2024**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

- Copie de l'agrément ONEE (Type PHT)

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- Fiches techniques détaillées des équipements et composants proposés :
 - Combinés de mesures ;
 - Disjoncteurs 72,5KV ;
 - Résistance du neutre ;

- Transformateurs TSA.

- Formulaires de caractéristiques techniques (cf. annexe A et Annexe B dûment renseignés et signés par le concurrent).

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **047-24-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) À m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre

que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **047-24-AOO** du **jeudi 04 avril 2024**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent
a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. Y COMPRIS DROITS DE DOUANES : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;

- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

**Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)**

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 047-24-AOO**

Objet : Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V

N° PRIX	DESIGNATION	UDM	QTE	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	Dépose du matériel existant	ENS	1		
2	Fourniture, pose et mise en service de combinés T.C. HT au poste de livraison 60/22 KV	U	6		
3	Fourniture, de combinés T.C. HT au poste de livraison 60/22 KV	U	3		
4	Fourniture, pose et mise en service de combinés T.T. HT au poste de livraison 60/22 KV	U	2		
5	Fourniture de combinés T.T. HT au poste de livraison 60/22 KV	U	1		
6	Changement de la chaine d'ancrage à HUIT (8) éléments avec éclateurs et contrepoids et tout autre accessoire de fixation y compris toutes sujétions	ENS	2		
7	Fourniture, pose et mise en service de résistance de neutre 24KV -12.5 Ω (ohms) type intérieur	U	2		
8	Fourniture, pose et mise en service de disjoncteur 72,5 KV	U	4		
9	Fourniture, pose et mise en service de transformateur TSA 50KVA	U	2		
10	Intégration des nouveaux équipements dans le système de supervision installé au poste 60/22 KV	ENS	1		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ANNEXE A

Fiche des caractéristiques assignées combinés de mesure départs

N°	DESIGNATION	Unité	SOLLICITEE	OFFERTE (Constructeur)
1	Fabricant	-	à spécifier	
2	Pays d'origine	-	à spécifier	
3	Modèle du combiné TC -TT	-	à spécifier	
4	Installation	-	Intempérie	
5	Normes	-	CEI 60044-1 CEI 60044-2 CEI 60044-3	
6	Fréquence	HZ	50	
7	Tension maximale de service entre phases	KV	72,5	
8	Courant de court-circuit thermique 1 Sec	KA eff	31,5	
9	Courant de court-circuit dynamique Asymétrique	KA cr	□ 80	
10	Courant d'échauffement	A	□ 480	
11	Enveloppe isolante	-	Porcelaine	
12	Noyau N°1 TC : mesure -Rapport : -Puissance de précision : -Classe de précision : -Courant limite assigné -Dimension du noyau *section *longueur -résistance Rct à 20 °C -Force électromotrice limite secondaire	A VA - A cm ² Cm □ V	200-400/5 A 50 0.5 à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier	
13	Noyau N°2 TC : protection -Rapport: -Puissance de précision: -Classe de précision: -Courant limite assigné -Dimension du noyau *section *longueur -résistance Rct à 20 °C -Force électromotrice limite secondaire	A VA - A cm ² cm □ V	200-400/5 A 50 5P20 à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier	

N°	DESIGNATION	Unité	SOLLICITEE	OFFRE (Constructeur)
14	Noyau N°1 TT : mesure -Rapport -Puissance de précision -Classe de précision -Facteur de tension en service continu -Facteur de tension assigné -Puissance thermique totale limite	kV VA - - -VA	60/□3/0,1/□3 200 0,5 1,2 1,5-30 Sec 1200	
15	Tension d'essai à fréquence industrielle, à sec et sous pluie	kV	140	
16	Tension d'essai onde de choc de 1,2/50□s	kV	325	
17	Tension d'essai à fréquence industrielle, 1 mn des enroulements secondaires entre eux et contre la terre	kV	□ 4	
18	Longueur total de la ligne de fuite de la porcelaine ou composite du combiné Dm calculé suivant clause 5.3 CEI 815	mm	À préciser	
19	Effort maximum admissible en tête du Combine	N	□ 1250	
20	Masse du combiné TC - TT	Kg	à spécifier	
21	Nature et plage des bornes HT	- mm	Aluminium 125x125	
22	Conditions climatiques -Altitude par rapport au niveau de la mer -Hiver (à l'ombre) -Eté (à l'ombre) -Température maximale au sol -Pression du vent -Séisme accélération	m °C °C °C daN/m² g	Selon poste	

Nota : Renseigner la Fiche, conformément aux caractéristiques offertes par le constructeur, et joindre les fiches techniques de ce constructeur

ANNEXE B

1-Fiche des caractéristiques assignées Combinés de mesure (travée transformateur)

N°	DESIGNATION	Unité	SOLLICITEE	OFFERE (Constructeur)
1	Fabricant	-	à spécifier	
2	Pays d'origine	-	à spécifier	
3	Modèle du combiné TC -TT	-	à spécifier	
4	Installation	-	Intempérie	
5	Normes	-	CEI 60044-1 CEI 60044-2 CEI 60044-3	
6	Fréquence	HZ	50	
7	Tension maximale de service entre phases	KV	72,5	
8	Courant de court-circuit thermique 1 Sec	KA eff	31,5	
9	Courant de court-circuit dynamique asymétrique	KA cr	□ 80	
10	Courant d'échauffement	A	□ 1200	
11	Enveloppe isolante	-	Porcelaine	
12	Noyau N°1 TC : mesure -Rapport: -Puissance de précision: -Classe de précision: -Courant limite assigné -Dimension du noyau *section *longueur -résistance Rct à 20 °C -Force électromotrice limite secondaire	A VA - A cm² Cm □ V	200-400/5 A 50 0,2 à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier	
13	Noyau N°2 TC : protection -Rapport: -Puissance de précision: -Classe de précision: -Courant limite assigné -Dimension du noyau *section *longueur -résistance Rct à 20 °C -Force électromotrice limite secondaire	A VA - A cm² Cm □ V	200-400/5 A 50 5P25 à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier à spécifier	

N°	DESIGNATION	Unité	SOLLICITEE	OFFRE (Constructeur)
14	Noyau N°1 TT : mesure -Rapport -Puissance de précision -Classe de précision -Facteur de tension en service continu -facteur de tension assigné -Puissance thermique totale limite	kV VA - - - VA	60/□3/0,1/□3 30 0,5 1,2 1,5-30 Sec 1200	
15	Tension d'essai à fréquence industrielle, à sec et sous pluie	kV	140	
16	Tension d'essai onde de choc de 1,2/50□s	kV	325	
17	Tension d'essai à fréquence industrielle, 1 mn des enroulements secondaires entre eux et contre la terre	kV	□ 4	
18	Longueur totale de la ligne de fuite de la porcelaine ou composite du combiné Dm calculé suivant clause 5.3 CEI 815	mm	A spécifier suivant le niveau de pollution	
19	Effort maximum admissible en tête du combiné	N	□ 1250	
20	Masse du combiné TC - TT	kg	à spécifier	
21	Nature et plage des bornes HT	- mm	Aluminium 125x125	
22	Conditions climatiques -Altitude par rapport au niveau de la mer -Hiver (à l'ombre) -Eté (à l'ombre) -Température maximale au sol -Pression du vent -Séisme accélération	m °C °C °C daN/m² g	(Selon le poste)	

Nota : Renseigner la Fiche, conformément aux caractéristiques offertes par le constructeur, et joindre les fiches techniques de ce constructeur

2-Fiche des caractéristiques assignées Disjoncteur 72,5 KV

N°	DESIGNATION	Unité	SOLLICITEE	OFFERTE (Constructeur)
1	Fabricant	-	à spécifier	
2	Pays d'origine	-	à spécifier	
3	Modèle de disjoncteur	-	à spécifier	
4	Commande tripolaire	-	Oui	
5	Normes	-	CEI 62271-100	
6	Mode de coupure	-	SF6	
7	Installation	-	Intempérie	
8	Tension la plus élevée pour le matériel	kV	72,5	
9	Tension nominale de service	kV	63	
10	Niveau d'isolement nominal : * Tension de tenue à fréquence industrielle 50HZ, 1min contre la terre * Tension de tenue au choc de foudre 1,2/50µs, à la terre	kV	140	
		kV	325	
11	Fréquence Nominale	HZ	50	
12	Intensité nominale en service continu	A	1250	
13	Pouvoir de coupure en court-circuit	kA	31,5/3sec	
14	Pouvoir de coupure assignée de lignes à vide	kA	à spécifier	
15	Pouvoir de coupure assigné d'un transfo à vide	kA	à spécifier	
16	Courant de courte durée admissible *Valeur efficace en 1 seconde *Valeur efficace en 3 secondes	kA kA	40 31,5	
17	Pouvoir de fermeture nominal en c/c	kA	80	
18	Séquence de manœuvre assignée	-	O-0,3s-CO-3 min-CO	
19	Temps d'enclenchement depuis l'instant où le courant est appliqué au dispositif d'enclenchement jusqu'à la fermeture des contacts	sec	à spécifier	
20	Temps de déclenchement depuis l'instant où le courant est appliqué au dispositif de déclenchement jusqu'à : -La séparation des contacts (durée d'ouverture) -L'extinction des arcs primaires (durée de coupure) *entre 30 et 100 % du pouvoir de coupure nominal *entre 0 et 30 % du pouvoir de coupure nominal	sec sec sec	à spécifier <input type="checkbox"/> 0,060 <input type="checkbox"/> 0,060	
21	Temps d'arc en pleine puissance	sec	à spécifier	
22	Temps minimal entre l'ouverture du disjoncteur (l'extinction de l'arc) et la fermeture rétablissement de la tension	sec	à spécifier	
23	Distance entre phases	mm	1500	

24	Isolateur support -Norme -Matériel -Type -Longueur de la ligne de fuite selon CEI 815 * Distance à la terre * Entre entrée et sortie	- - - mm mm mm	Porcelaine Marron Selon le niveau de pollution du site à spécifier	
25	Bornes à haute tension -Matériel -Type -Dimension	- - mm	Aluminium Plaque 125x125	
26	Efforts simultanés sur les bornes HT -Longitudinal -Transversal -Vertical	N N N	<input type="checkbox"/> 650 <input type="checkbox"/> 200 <input type="checkbox"/> 250	
27	Modèle de commande	-	à spécifier	
28	Sorties pour raccordement au relais de supervision des circuits déclenchement	-	Oui	
29	Type de commande	-	à ressort	
30	Bobine de fermeture -Nombre -Tension et plage -Consommation	- V W	1 125 V _{cc} +10%-20% <input type="checkbox"/> 380	
31	Bobines d'ouverture -Nombre -Tension et plage -Consommation	- V W	2 125 V _{cc} +10%-20% <input type="checkbox"/> 380	
32	Résistance de chauffage des armoires de commande -Tension -Consommation -Mode de supervision	V ca W -	220 < 80 Thermostat	
33	Nombres de contacts auxiliaires par pôle -Utilisés pour manœuvrer -Pour l'utilisateur	- -	6 NO-6NF à spécifier	
34	Résistance des contacts principaux d'un pôle complet	<input type="checkbox"/>	à spécifier	
35	Conditions du gaz SF₆ -Pression assignée à 20 °C -Signalisation "complément de remplissage" à 20°C -Signalisation "baisse pression SF ₆ " à 20°C -Taux de fuite relatif rapporté à la quantité totale SF ₆	ba r ba r ba r -	à spécifier	

	-Tension tenue à pression atmosphérique de SF6 -Volume	kV m3		
36	Epaisseur de la galvanisation	□m	> 86	
37	Plan normalisé de la commande	N°	type ONEE	
38	Commande à ressort -Tension et plage -Courant de démarrage -Courant assigné en service continu -Temps de réarmement des ressorts (max 50 S)	Vcc A A sec	125 □ 10% à spécifier à spécifier à spécifier	
39	Masse - d'un ensemble tripolaire complet - de la commande à ressort - de la pièce la plus lourde pour la manutention et le montage.	kg kg kg	à spécifier à spécifier à spécifier	
40	Conditions climatiques : -Altitude par rapport au niveau de la mer -Hiver (à l'ombre) -Eté (à l'ombre) -Température maximale au sol -Pression du vent -Séisme accélération	m °C °C °C daN/m² g	<1000 -8 et +25 +10 et +50 +80 240 0,2	

Nota : Renseigner la Fiche, conformément aux caractéristiques offertes par le constructeur, et joindre les fiches techniques de ce constructeur

3-Fiche technique des valeurs assignées Resistance du neutre

N°	DESIGNATION	Unité	Valeurs assignées	Offre constructeur
1	Installation	-	Intempérie	
2	Tension nominale	KV	22/√3	
3	Tension maximale de service	KV	24 KV	
4	Résistance nominale	Ω	12,5	
5	Fréquence nominale	HZ	50	
6	Tension de tenue à l'onde de 1,2/50μs	KV	95	
7	Tension de tenue à fréquence 50 HZ	KV	45	
8	Corps isolant	-	Porcelaine ou résine époxy	
9	Code couleur isolateur suivant RAL	-	RAL 8016	
10	Résistance mécanique des isolateurs -à la flexion	Dan	≥ 600	
11	Effort mécanique assignés sur borne - Longitudinal - Transversal	Dan Dan	>30 >5	
12	Bornes principales - Nature - Dimensions	- mm	Cuivre 50x50	
13	Dispositions contre la corrosion - épaisseur de la galvanisation	μm	> 86	
14	TC incorporé : - Rapport - Classe de précision - Classe de surintensité	A - -	100/5 A ou 300/5A 1 80 In	
15	Conditions climatiques - Altitude inférieur à 1000m/niveau de la mer - Hiver (à l'ombre) - Été (à l'ombre) - Température maximale au sol - Pression du vent	m °C °C °C daN/m²	< 1000 -8 et +25 +10 et +50 +80 240	

Nota : Renseigner la Fiche, conformément aux caractéristiques offertes par le constructeur, et joindre les fiches techniques de ce constructeur

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 047-24-AOO

**Fourniture, installation et mise en service de
combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au
poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport
Casablanca Mohammed V**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	7
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	9
ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE	9
ARTICLE 16 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 17 : PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : PRESENCE DU PRESTATAIRE SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	10
ARTICLE 20 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	10
ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT	10
ARTICLE 22 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	10
ARTICLE 23 : CONTROLE ET VERIFICATION	10
ARTICLE 24 : BREVETS	11
ARTICLE 25 : DELAI DE GARANTIE	11
ARTICLE 26 : RECEPTIONS	11
ARTICLE 27 : GARANTIE PARTICULIERE	11
ARTICLE 28 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES	12
ARTICLE 29 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	12
ARTICLE 30 : NORMES :	12
ARTICLE 31 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX	13
ARTICLE 32 : INSTALLATION	14
ARTICLE 33 : DOSSIERS DE FABRICATION ET D'INSTALLATION ET DOCUMENTATION TECHNIQUE	14
ARTICLE 34 : ESSAIS	14
ARTICLE 35 : PROJET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	15

ARTICLE 36 :	PLANS D'EXECUTION _____	15
ARTICLE 37 :	PROGRAMME DES TRAVAUX _____	15
ARTICLE 38 :	DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER _____	15
ARTICLE 39 :	CAHIER DE CHANTIER _____	15
ARTICLE 40 :	SIGNALISATION TEMPORAIRE _____	16
ARTICLE 41 :	RELATIONS DU PRESTATAIRE AVEC LE DISTRIBUTEUR _____	16
ARTICLE 42 :	MATERIEL ET MISE EN ŒUVRE _____	16
ARTICLE 43 :	DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE _____	16
ARTICLE 44 :	SPECIFICATIONS TECHNIQUES _____	17
ARTICLE 45 :	DEFINITION DES PRIX _____	24

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouasseur.

D'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché ; le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations.
- Avoir fait tous calculs et sous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer les prix des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui/elle sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

L'ONDA prendra en charge le paiement des impôts et taxes à l'importation y compris les droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les prestations de service réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. Une copie

de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

Il est expressément entendu que les équipements demandés dans le cadre du présent appel d'offres devront être identiques à ceux utilisés et approuvés par ONEE-BE pour l'infrastructure du réseau électrique national.

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **la Direction de l'aéroport Casablanca MOHAMMED V.**

ARTICLE 16 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

ARTICLE 17 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par le prestataire d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G.T, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du présent marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard.

1- En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du C.C.A.G.T la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 %)** du montant initial du présent marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G.T.

2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations : Par application de l'article 66 du C.C.A.G.T la pénalité est plafonnée à **deux pour Cent (2 %)** du montant initial du présent marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du présent marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T.

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 19 : PRESENCE DU PRESTATAIRE SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

En ce qui concerne la présence du prestataire sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 20 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

Le prestataire est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 21 : MODE DE PAIEMENT

L'Office National Des Aéroports se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire, indiqué sur l'acte d'engagement.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou par une lettre de crédit irrévocable et confirmée par la banque du fournisseur.

Si le prestataire opte pour le paiement par lettre de crédit, tous les frais et accessoires relatifs à l'ouverture de la lettre de crédit sont à la charge du fournisseur.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90)** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent marché.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 22 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **fourniture** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 23 : CONTROLE ET VERIFICATION

L'ONDA aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au fournisseur l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA.

Le droit de l'ONDA de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et l'ONDA n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le prestataire de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 24 : BREVETS

Le fournisseur garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 25 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, le prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 26 : RECEPTIONS

1 : RECEPTION DES EQUIPEMENTS SUR SITE

Tous les équipements et leurs accessoires seront livrés au niveau de l'aéroport Casablanca Mohammed V. Un procès-verbal de réception sur site sera établi et signé par les représentants de l'ONDA. S'il est constaté qu'un matériel ne répond pas aux prescriptions imposées, le prestataire devra réaliser les modifications demandées et gardera l'entière responsabilité des retards qui pourront en résulter.

À l'issue de cette réception, un procès-verbal sera établi.

2 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire des fournitures sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

3 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire, conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 27 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement. Le prestataire garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications de l'ONDA) ou à tout acte ou omission du titulaire, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

L'ONDA notifiera au titulaire par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

À la réception d'une telle notification, le titulaire, dans un délai de **96 heures**, remplacera les fournitures non conformes sans frais pour l'ONDA.

Si le prestataire, après notification, manque à se conformer à la notification de l'ONDA, dans le délai précité, ce dernier applique les mesures coercitives nécessaires, aux risques et frais du titulaire et sans préjudice de tout autre recours de l'acquéreur contre le prestataire en application des clauses du marché.

ARTICLE 28 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES

Le prestataire ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'Etat ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

Le prestataire ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

ARTICLE 29 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Dix (10) jours calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport, par l'intermédiaire du Maître d'ouvrage, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle. En outre, le prestataire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

Le prestataire devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 30 : NORMES :

Les fournitures doivent répondre aux dispositions de la présente Spécification Technique et à toutes les prescriptions, qui n'y sont pas contraires, prévues dans les normes de référence, à savoir :

CEI 60 044-1 Transformateurs de mesure - partie 1 : Transformateurs de courant ;

CEI 60 044-2 Transformateurs de mesure - partie 2 : transformateurs inductifs de tension.

CEI 60 044-3 Transformateurs de mesure - partie 3 : transformateurs combinés tension.

CEI 60 044-6 Transformateurs de mesure - partie 6 : Prescriptions concernant les transformateurs de courant pour protections pour la réponse en régime transitoire

CEI 60 071-1 Coordination de l'isolement partie 1 : Définitions, principes et règles

CEI 60 270 Techniques des essais à haute tension - Mesure des décharges partielles.

CEI 60 273 Caractéristiques des supports isolants intérieur et extérieur destinés à des installations de tension nominale > 1000 V

CEI 60 694 Spécifications communes aux normes de l'appareillage à haute tension

CEI 60 722 Guide pour les essais au choc de foudre et au choc de manœuvre des transformateurs de puissance et des bobines d'inductance

CEI 60 815 Guide pour le choix des isolateurs sous pollution

CEI 60 529 Degré de protection procurés par les enveloppes (code IP). NF X 41 – 002

Protection contre les agents physiques chimiques et biologiques –

Essai au brouillard sain ;

Les textes applicables sont ceux des éditions les plus récentes des normes précitées.

Toute autre norme, reconnue comme assurant une qualité au moins équivalente, est acceptée comme norme de référence.

Toutes les installations seront exécutées selon les règles de l'art, en respectant notamment :

-Les normes marocaines éditées par le Ministère des Travaux Publics et des Communications concernant les règles techniques des installations de branchements de première catégorie comprises entre le réseau de distribution et l'origine des installations intérieures.

-Les normes marocaines éditées par le Ministère des Travaux Publics et des Communications concernant l'exécution et l'entretien des installations de première catégorie.

-Le cahier des charges applicables aux installations électriques des bâtiments édités par le C S T B du D T U cahier N° 70-1.

-Les prescriptions de la norme française **NF C 15-100** traitant de l'exécution et de l'entretien des installations électriques de premières catégories et de ses additifs en vigueur au jour de l'adjudication.

-La réglementation : la Norme **NF C 17 200** et ses implications – le fascicule 36 du CCTG

-Les prescriptions de la norme **U.T.E. C 14-100** du 11 avril 1962 et ses additifs, traitant de l'exécution des installations électriques comprises entre la distribution publique d'énergie électrique et l'installation intérieure de première catégorie-règles.

-Les prescriptions de la norme C 13-100 relative à l'établissement des postes d'abonnés établis dans un bâtiment et raccordés à un réseau de distribution de 2ème catégorie.

-Les normalisations, spécifications et règles techniques établies par l'UTE dernières éditions en vigueur concernant notamment l'appareillage en général, les conducteurs, les moulures et conduites, les mesures de protection contre la mise sous tension accidentelle des masses métallique, etc... Les normes et publications auxquelles il est fait référence dans l'annexe de la norme UTE C 15-100.

-Arrêté du 28 février 1968 fixant les prescriptions et essais auxquels doivent satisfaire les blocs autonomes d'éclairage de sécurité à lampes à incandescence utilisées dans les établissements recevant du public.

-Les prescriptions imposées par le distributeur local de l'énergie électrique.

L'application de ces documents auxquels les installations susvisées peuvent être tenues de satisfaire, ne dispense pas de respecter les prescriptions, règles, circulaires et décrets administratifs, tant généraux, que particuliers ou locaux, ainsi que tous les textes officiels complétant ou modifiant les pièces dont il est fait état, qui seront publiés postérieurement à l'élaboration du présent marché.

En cas de contradiction entre les divers règlements et normes françaises et les règlements et les normes marocaines éditées ou en cours d'édition, ce sont les indications préconisées par ces derniers qui seront applicables.

ARTICLE 31 : CONSISTANCE DES FOURNITURES ET TRAVAUX

Les prestations consistent en :

- La dépose du matériel existant nécessaire pour permettre l'exécution des travaux objet de ce marché ;
- La fourniture, installation, raccordement et mise en service de combinés de mesure TC-TT H.T.
- La fourniture de combinés de mesure TC-TT H.T.

- La fourniture, installation, raccordement et mise en service de disjoncteurs 72.5KV ;
- Le changement des chaines d'ancrage à 8 éléments avec éclateurs et contre poids et accessoires des deux arrivées 60KV ;
- La fourniture, installation, raccordement et mise en service de résistances de neutre 24KV -12.5 Ω (ohms) type intérieur.
- La fourniture, installation, raccordement et mise en service de transformateur 50KVA ;
- L'intégration de l'ensemble des informations d'état et alarmes sur le système de supervision installé au poste de livraison 60/22KV de l'aéroport Casablanca Mohammed V.

ARTICLE 32 : INSTALLATION

Le prestataire assurera en totalité et sous sa responsabilité l'installation et la mise en service des équipements qu'il aura fournis au poste 60/22KV de l'aéroport Casablanca Mohammed V.

ARTICLE 33 : DOSSIERS DE FABRICATION ET D'INSTALLATION ET DOCUMENTATION TECHNIQUE

1°/ Dossier de Fabrication

Pour chaque matériel fabriqué par ses soins, Le prestataire fournira un dossier en deux (2) exemplaires comportant tous les renseignements relatifs à la fabrication et au câblage, la nomenclature détaillée des pièces manufacturées et les différents plans de présentation et d'exécution correspondants.

Ce dossier deviendra la propriété du maître d'ouvrage qui se réserve le droit de l'utiliser pour tous besoins jugés utiles, sans attenter cependant à la propriété industrielle.

2°/ Dossier de récolement

Après exécution des travaux Le prestataire fournira au maître d'ouvrage, deux supports informatiques et cinq (5) tirages des plans de recollement.

3°/ Documentation Technique

Pour chacun des matériels composant l'installation, le prestataire remettra lors de la réception desdits matériels, la documentation technique correspondante complète en double exemplaire.

ARTICLE 34 : ESSAIS

Lors de la réception provisoire des installations, il sera procédé à tous les essais de bon fonctionnement.

Les essais porteront sur la vérification de la bonne présentation des matériels et de la conformité de leurs caractéristiques aux spécifications techniques du présent marché.

L'ONDA se réserve le droit de demander tout essai ou contrôle supplémentaire jugé nécessaire.

ARTICLE 35 : PROJET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le prestataire devra soumettre à l'ONDA, dans un délai de huit (8) jours calendaires à dater du jour de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation du marché, le projet de ses installations de chantier.

Le prestataire disposera pour ses installations de chantier de zones de superficie suffisante à proximité des travaux à réaliser.

Le projet des installations de chantier devra comprendre les propositions du prestataire concernant les dispositions relatives aux plates-formes de stockage des matériels et matériaux et l'alimentation en eau et en énergie électrique.

ARTICLE 36 : PLANS D'EXECUTION

Avant le commencement des travaux, Le prestataire est tenu de :

- Vérifier et signaler toute erreur qui aurait pu se glisser dans les plans ou pièces écrites qui lui seront notifiées.
- Remettre les notes de calcul et les plans d'exécution qui seront établis à ses frais et soumis pour validation au maître d'œuvre.

ARTICLE 37 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Le prestataire soumettra à la validation de l'ONDA et de l'ONEE, dans un délai de huit (8) jours calendaires à dater du jour de démarrage des travaux, un programme détaillé de l'exécution des travaux et un planning des travaux tenant compte des contraintes liées au maintien de la circulation aérienne. À cet effet, le maître d'ouvrage remettra au prestataire le programme hebdomadaire des mouvements aériens.

Si à un moment quelconque du déroulement du chantier, l'ONDA constate que les délais prévus au programme des travaux ne sont pas respectés, Le prestataire devra, dans un délai de six (6) jours calendaires à dater du lendemain du jour de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service, proposer un nouveau programme qui devra prévoir l'achèvement des travaux dans les délais contractuels. Une fois ce nouveau programme accepté, le prestataire devra remanier l'organisation de son chantier.

Les conséquences de ce remaniement seront à la charge du prestataire qui ne pourra en aucun cas demander une prolongation de délais ou présenter une réclamation.

ARTICLE 38 : DELEGATION ET RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Le prestataire devra, dans un délai de huit (8) jours à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, faire connaître par écrit la personne qui, en son absence, sera habilitée à le remplacer lors des rendez-vous de chantier et à signer les attachements.

Ces rendez-vous se tiendront sur les lieux, aux jours et heures indiqués par ordre de service. La périodicité de ces rendez-vous est laissée à la diligence du maître d'ouvrage. Le prestataire ou son représentant sera tenu d'assister à chacune de ces réunions.

ARTICLE 39 : CAHIER DE CHANTIER

Le prestataire est tenu de fournir un cahier de chantier de type Trifold ou similaire. Ce cahier est destiné à recevoir les instructions ou observations du maître d'ouvrage ou de son suppléant concernant la bonne marche du chantier.

Ce cahier ne devra pas quitter le chantier et sera présenté à chaque visite de l'ONDA ou de son suppléant.

ARTICLE 40 : SIGNALISATION TEMPORAIRE

Le plan de signalisation temporaire et de balisage du chantier est établi par le prestataire et sera soumis à l'approbation de l'Ingénieur dix (10) jours après la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 41 : RELATIONS DU PRESTATAIRE AVEC LE DISTRIBUTEUR

Le prestataire se mettra en rapport avec les services intéressés du distributeur (ONEE) pour en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Il se soumettra à toutes les vérifications et visites des agents de ces services et fournira tous documents et pièces justificatives demandés. En particulier, le prestataire devra respecter les règles particulières imposées par les services locaux du distributeur (ONEE) avec lesquels le prestataire devra se mettre en rapport avant l'approvisionnement pour le matériel et avant l'exécution pour les travaux.

Tous les frais d'assistance auprès de l'ONEE BE seront supportées par le prestataire et feront partie des prestations exigées par le CPS.

ARTICLE 42 : MATERIEL ET MISE EN ŒUVRE

Les appareils seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes et la présentation d'un procès-verbal de conformité, délivré par un organisme habilité à cet effet, pourra être exigée.

Dans le cas où le matériel ne ferait pas l'objet d'une norme UTE, celui-ci devra présenter toutes les qualités de solidité, de durée, d'isolement et de bon fonctionnement désirable.

La présentation d'un procès-verbal d'essais, de référence, pourra être exigée. Dans tous les cas, le prestataire devra, avant tout commencement d'approvisionnement, présenter un échantillonnage et un descriptif complet du matériel à mettre en œuvre et obtenir l'accord du maître de l'œuvre, notamment en ce qui concerne les appareils présentés comme similaires à ceux spécifiés dans le devis descriptif technique.

Le prestataire ne pourra présenter aucune réclamation pour le refus d'un approvisionnement de matériel non agréé.

Le matériel portera la marque NF USE ou la marque USE dans tous les cas où les normes UTE en prévoient l'attribution.

Les listes de matériels admis à la marque de conformité aux normes NF USE et USE sont données par les publications périodiques de l'U.T.E.

ARTICLE 43 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Avant le commencement des travaux, le prestataire devra fournir :

Documents	Délai
La désignation de la personne habilitée à représenter le prestataire sur le chantier	Dans les 21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
Les notes de calcul et les plans d'exécution qui seront établis à ses frais	
Le programme des travaux	
La méthodologie et procédure de travail détaillée sans risque pour validation.	

Documentation technique du matériel proposé	
Le dossier de récolement des travaux	Dans le délai du marché.

Le non-respect des délais fixés ci-dessus entraînera l'application des pénalités prévues au présent marché.

Le prestataire doit vérifier et signaler toute erreur qui aurait pu se glisser dans les plans ou pièces écrites **qui lui seront notifiées.**

ARTICLE 44 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

1. COMBINES DE MESURE :

- Dépose des anciens combinés avec les bons soins de récupération et débranchement.
- Pose des nouveaux combinés y compris adaptation des fixations et raccordements.
- Vérification et mesure d'isolement des nouveaux combinés de mesures.
- Raccordement des liaisons HT et BT des nouveaux combinés de mesure par des raccords adéquats en remplacement de ceux existants.
- Essai d'Injection primaire et mise en service des combinés de mesure.

Conditions de service :

Le matériel sera prévu pour fonctionner dans les conditions climatiques particulières à la zone NOUACEUR, tant en ce qui concerne la température que l'humidité, les vents de sable, etc... Les limites extrêmes de températures, susceptibles de variation rapide entre la nuit et le jour, sont les suivantes :

- En hiver : - 8° C et + 25° C à l'ombre
- En été : + 10°C et + 50°C à l'ombre

La température maximale au soleil du sol sans végétation est de 80°C environ.

L'altitude ne dépassant pas 1000 m sauf spécifications contraire du cahier des charges.

Caractéristiques du réseau :

- Tension nominale : 60 KV
- Tension assignée : 72.5 KV
- Circuit symétrique : 25 kA
- Fréquence nominale : 50 HZ
- Neutre du réseau : rigidement mis à la terre

Caractéristiques des combinés de mesure TC-TT

Les combinés de mesure TC-TT, objet de la présente commande sont connectés entre phase et terre des réseaux triphasés à neutre rigidement mis à la terre.

Installation	Intempérie
Tension la plus élevée pour le matériel	72,5 kV
Fréquence nominale	50 Hz
Tension maximale de service entre phase et terre	72,5/√3kV
Courant de court-circuit thermique 1 Sec	31,5 kA eff
Tension d'essai à fréquence industrielle 50HZ, 1 mn à sec et sous pluie	140 kV

Tension d'essai aux ondes de choc 1,2/50 \square sec	325 kV
Tension d'essai 1 min, 50HZ des enroulements secondaires entre eux et contre la terre	4 kV

MARQUAGE :

Les plaques signalétiques du transformateur de courant doivent être indiquées en français et porter au moins, les caractéristiques ci-après indiquées, complétées par les valeurs :

- Marque, type et numéro de série ;
- Date de fabrication ;
- Tension assignée ;
- Rapport nominal par enroulement ;
- Fréquence nominale ;
- Tension de tenue à fréquence industrielle 50Hz/1mn ;
- Tension de tenue aux chocs de foudre (phase/terre) ;
- Intensité du courant de court-circuit ;
- Longueur de la ligne de fuite à la terre ;
- Puissance de précision par enroulement ;
- La classe de précision par enroulement ;
- Le facteur de tension assigné et la durée assignée correspondante.

Les plaques signalétiques doivent être gravées ou inscrites avec une encre indélébile et visible dans les positions de service et de montage normales, ces plaques doivent être rivetées ou vissées.

Essais de réception :

L'ONDA se réserve le droit de procéder à la vérification de la conformité des fournitures par les essais de type et individuel prévus dans la norme CEI 60 044-3, en particulier :

- Vérification du marquage des bornes ;
- Essai de tenue à fréquence industrielle sur les enroulements primaires pour les transformateurs de courant et de tension ;
- Mesure de décharges partielles pour les transformateurs de tension.
- Essais de tenue diélectrique à fréquence industrielle entre sections et sur les enroulements secondaires pour les transformateurs de courant et de tension.
- Essais de surtension entre spires pour les transformateurs de courant.
- Détermination des erreurs.

Le prestataire est tenu de fournir tous les rapports d'essais nécessaires pour l'acceptation du matériel proposé.

Caractéristiques techniques :**Travée transfo :**

- Combinés de mesure de marque PFIFNER, ALSTHOM ou équivalent
- Noyau 1, TC mesure
- Rapport : 200-400/5A
- Puissance de précision : 50 VA
- Classe de précision : 0.2
- Noyau 2, TC protection
- Rapport : 200-400/5

- Puissance de précision : 50VA
- Classe de précision : 5P25
- Noyau 1, TT
- Rapport : $60000/\sqrt{3}/100/\sqrt{3}$
- Puissance de précision : 200 VA
- Classe de précision : 0.5

Travée départ :

- Combinés de mesure de marque PFIFNER, ALSTHOM ou équivalent
- Noyau 1, TC mesure
- Rapport : 200-400/5A
- Puissance de précision : 50 VA
- Classe de précision : 0.5
- Noyau 2, TC protection
- Rapport : 200-400/5
- Puissance de précision : 50VA
- Classe de précision : 5P20
- Noyau 1, TT
- Rapport : $60000/\sqrt{3}/100/\sqrt{3}$
- Puissance de précision : 200 VA
- Classe de précision : 0.5

Transformateurs de tension :

- Rapport : $60000/\sqrt{3}/100/\sqrt{3}$
- Puissance de précision : 200 VA
- Classe de précision : 0.5

2. DISJONCTEURS 72,5 KV**Caractéristiques du disjoncteur :**

Les caractéristiques du disjoncteur HTA à coupure dans le SF6 ou sous vide du type intérieur sont données au tableau joint en annexe. Ces valeurs constituent des exigences minimales.

Caractéristique du châssis disjoncteur :

Le Châssis du disjoncteur doit-être en fer en « L » de dimension adéquate, galvanisé après fin de soudure. Sa hauteur doit être adaptée pour que la commande du disjoncteur soit à une hauteur d'environ 1.20m du sol.

NB : en cas d'adaptation du châssis du disjoncteur le prestataire devra fournir une note de calcul de la charpente supportant le disjoncteur.

Caractéristiques du disjoncteur :

Tension assignee	72,5 kV
------------------	---------

Tension de tenue à fréquence industrielle 50HZ, 1mn	140 kV
Tension d'essai de tenue au choc de foudre 1,2/50 ms (phase terre)	325 kV
Intensité nominale en service continu	1250 A
Pouvoir de coupure nominale en court-circuit	31,5KA/3 sec
Séquence de manœuvre	O-0,3 s-CO-3 min-CO
Fréquence nominale	50 HZ
Nombre de pôles	3
Distance entre phases	1,5 m

Caractéristiques des éléments auxiliaires

Tension du moteur de la commande : $125V_{cc} \pm 10\%$

Tension de commande des bobines O & F : $125 V_{cc} +10\% - 20\%$

Tension d'alimentation du circuit de chauffage et PC : $220 V_{ca}$

Nombre de bobines de fermeture : 1

Nombre de bobines d'ouverture : 2

NB : les disjoncteurs travée transfo doivent être équipées d'une bobine de déclenchement à manque de tension 127VCC supplémentaire.

Identification des disjoncteurs :

Les plaques signalétiques du disjoncteur et de ses organes de manœuvres doivent être indiquées en arabe ou en français et porter au moins, les caractéristiques ci-après indiquées, complétées par les valeurs :

- Marque et type.
- Tension assignée.
- Courant nominal.
- Fréquence nominale.
- Tension de tenue à fréquence industrielle 50 Hz/1 mn.
- Tension de tenue aux chocs de foudre (phase/terre).
- Pouvoir de coupure nominal en court-circuit.
- Séquence de manœuvre.
- Durée totale de coupure maximale (temps de réponse).
- Nombre de pôles.
- Distance entre phases.
- Longueur minimale de la ligne de fuite à la terre.
- Pression nominale du gaz à 20°C dans le cas de SF₆.
- Pression d'alarme (1 seuil).
- Pression de verrouillage au déclenchement.
- Les bobines des dispositifs de manœuvres doivent porter un repère permettant de retrouver les indications complètes chez le constructeur.
- Les déclencheurs doivent porter les indications appropriées.

NB : La plaque signalétique doit être rivetée ou inscrite avec une encre indélébile et visible dans les positions de service et de montage normales.

ESSAIS :

Le disjoncteur moyenne tension à coupure dans le SF₆ ou sous vide, doit satisfaire aux essais de qualification et de réception, réalisés conformément à la norme CEI 62271-100.

Essai de réception :

Les essais de réception comprennent les essais suivants :

- Les essais de qualification n° 1 et 3.
- Les mesures de pression du gaz SF₆.
- Essais diélectriques à fréquence industrielle des circuits principaux et des circuits auxiliaires.
- Essais de fonctionnement et de robustesse : 5 opérations d'ouverture et 5 opérations de fermeture au maximum de la tension, au minimum de la tension et à la tension nominale d'alimentation.
- Vérification des valeurs de fonctionnement des différents accessoires du disjoncteur et de son armoire de commande en particulier des densimètres et des soupapes de sécurité.
- Mesure de résistance des différents relais et des contacts principaux.

Les essais de réception peuvent être réalisés par un laboratoire accrédité ou dans le laboratoire du fabricant en présence du ou des représentants de maître d'ouvrage, auquel cas le fabricant est tenu de fournir les certificats d'étalonnage du matériel utilisé pour ces essais.

FORMATION

Le titulaire du marché doit assurer une formation d'expertise. Cette formation doit être assurée par un instructeur mandaté par le fabricant.

Durant cette formation le titulaire du marché doit mettre à la disposition de l'ONDA, toutes les informations relatives à l'équipement.

Pendant la formation, le prestataire mettra à la disposition des stagiaires tous les outils pédagogiques de formation nécessaires.

À la fin de la formation, des supports de cours seront fournis au personnel du service électricité de l'Aéroport Casablanca Mohammed V.

Le prestataire délivrera à la fin de la formation des attestations aux participants délivrés par le fabricant.

Durée de la formation : **2 jours**

Nombre total des personnes à former : **06 Personnes.**

Lieu de la formation : **poste de livraison 60/22KV de l'aéroport Casablanca Mohammed V.**

3. RESISTANCE DE NEUTRE :**1 - DOMAINE D'APPLICATION**

La présente spécification s'applique aux résistances de neutre MT à installer dans les postes sources 60/22 KV, destinés à la limitation du courant de défaut susceptibles de se produire sur le matériel raccordé aux réseaux MT et en assurer la mise à la terre.

Elle définit les conditions auxquelles doivent satisfaire les résistances de neutre MT, en ce qui concerne la conception, la fabrication, les caractéristiques nominales et les essais de qualification et de réception à réaliser dans le but d'établir leur conformité aux exigences de l'Office National d'Electricité et de l'Eau Potable.

2 – NORMES DE REFERENCE

Les résistances de neutre MT doivent répondre aux dispositions de la présente Spécification Technique et à toutes les prescriptions qui n'y sont pas contraires, prévues dans les normes de référence, à savoir :

- ✓ IEEE32: Standard Requirements, Terminology, and Test Procedure for Neutral Grounding Devices
- ✓ CEI 60 964 : Clauses communes pour les normes de l'appareillage HT
- ✓ CEI 60 815 : Guide pour le choix des isolateurs sous pollution

Toute norme assurant une qualité au moins équivalente peut être acceptée comme normes de référence.

3. CARACTERISTIQUES CONSTRUCTIVES

3.1 Conditions de fonctionnement

Des précautions doivent être prises pour en empêcher l'entrée de corps étranger et éviter la stagnation d'eau sur le toit ou à l'intérieur de l'enveloppe.

Les résistances de neutre doivent être conçues pour limiter le courant de défaut à la terre (300 A ou 1000A), supporter sans dommage sous leur tension nominale, les effets mécaniques et thermiques de courant de court-circuit et plusieurs ondes d'intensité de longue durée.

L'échauffement moyen des résistances monophasées ne doit pas dépasser pour les différents éléments les valeurs préconisées par le tableau 6 de la norme IEEE32, suivant le type de matériaux utilisés.

3.2 Accessoires : Les résistances de mise à la terre doivent comporter les accessoires suivants :

- 1 Transformateur de courant fixé à l'intérieur de la résistance entre la borne de neutre et la résistance, qui aura les caractéristiques suivantes :
 - Rapport : 100/1 ou 5A ou 300/1 ou 5A.
 - Classe de précision : 1
 - Puissance de précision : 30 VA
 - Classe de surintensité : 80 In
- Prises de courant des résistances sont constituées :
 - Coté entrée par une plaque de cuivre de 50x50mm de préférence
 - Une prise de terre. (Trous diamètre 14 mm)
 - 1 traversée MT avec bornes non embrochables.

Tous les matériaux doivent être inoxydables ou galvanisés à chaud.

Le degré de protection procuré par les enveloppes doit être IP54 au minimum.

4 – CARACTERISTIQUES ELECTRIQUES

Les résistances de mise à la terre du neutre de réseaux 22 KV alimentés par les transformateurs de puissance 60/22 KV sont prévues pour limiter le courant de défaut à la terre à 300 A ou à 1000A et assurer la mise à la terre du point neutre des réseaux MT.

Ces résistances de neutre sont à courant alternatif pour installation à l'extérieur ou à l'intérieur et qui seront connectés dans des réseaux triphasés à neutre rigide mis à la terre.

4.1 Caractéristiques réseau :

- Tension Nominale : 22 KV
- Tension assignée : 24KV
- Intensité du court-circuit symétrique : 12,5 KA
- Fréquence nominale : 50 HZ -Neutre du réseau : mis à la terre par résistance

4.2 Caractéristiques des résistances de neutre

- Installation : intérieur ou extérieur
- Tension maxi de service entre phase : 24 KV
- Fréquence nominale : 50 HZ
- Tension nominale en service continu : $22/\sqrt{3}$ KV
- Valeur ohmique à 20 °C : 12,5 ohms
- Calibres : 100 A ou 300A
- Efforts assignés sur borne : Longitudinal : >300N
Transversal : >50N

5 IDENTIFICATION

Chaque résistance doit porter une plaque signalétique. Cette plaque doit être visible dans les positions de service et de montage normal.

Chaque plaque doit porter les indications essentielles en particulier :

- Le nom du constructeur ou marque du fabricant ;
- La tension assignée ; - la fréquence nominale ;
- La valeur de résistance à 20°C
- La valeur du courant assignée.
- La ligne de fuite spécifique (cas de traversées en porcelaine)
- Le type ou le repère d'identification ;
- L'année de construction ;
- Le numéro de série.

Le marquage des indications doit être indélébile.

6 ESSAIS

Les résistances de neutre MT objet de la présente spécification technique doivent satisfaire aux essais de qualification et au besoin à des essais de réception tels que définis ci-après.

L'ONDA se réserve le droit de procéder à la vérification de la conformité des fournitures par les essais ci-après :

- 1- Vérification des dimensions et aspect général
- 2- Essais à fréquence industrielle
- 3- Mesure de la résistance

Les essais de réception peuvent être réalisés par un laboratoire accrédité ou dans le laboratoire du fabricant en présence du représentant de L'ONDA.

7. Transformateurs d'Alimentation Auxiliaire TSA 50KVA :

Caractéristiques techniques :

Fourniture pose est mise en service de (02) deux TSA à bornes Normale, type intérieur, tension d'isolement 36kV, rapport de transformation $22000 \pm 5\% / 400V$, d'une puissance de 50kVA, couplage Yzn11, neutre sorti, commutateur de réglage $22KV \pm 1 \times 5\%$ hors tension, ONAN, à bornes MT, bornes BT protégées, équipé de tous les accessoires : relais Buchholz, conservateur d'huile, indicateur du niveau d'huile, thermostat de température, vanne et bouchon de vidange

- Fourniture et pose de (02) coffret TSA équipés de : (02) deux sectionneurs ruptofusible d'aiguillage tripolaires, 36kV, de calibre adéquat, à commande mécanique. Et (02) deux disjoncteurs compacts de calibre adéquat.
- Les raccords correspondants à brides, fixes, souples, cuivre, Alu ou bimétals.

- La plaque de dénomination du TSA et coffrets.
- Les indices de repérage horaires petit modèle.
- Les connexions nécessaires entre appareillage en barres cuivre,
- Les raccords MT correspondants,
- Porte grillagée et panneaux tollés,
- Le nez de cellule,
- Les supports des appareils,
- Circuit de terre,
- Un inverseur avec permutation automatique.

Note importante :

L'attention du prestataire est attirée au fait que tout le matériel sus-cité, et fait partie de la réalisation de l'alimentation des services auxiliaires sera fourni, installé et raccordé par ses soins.

ARTICLE 45 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG.T.

Prix n° 1 : Dépose du matériel existant

Ce prix consiste en la dépose avec le plus grand soin, dépoussiérage, transport vers l'emplacement désigné de l'ensemble des équipements démontés dans le cadre de ce marché. y compris toutes Sujétions.

Ouvrage à régler à l'ensemble au prix n° 01 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 2 : Fourniture, pose et mise en service de combinés T.C. HT au poste de livraison 60/22 KV

Ce prix consiste en la fourniture, installation, raccordement et mise en service de combinés de mesure 'de marque (ALSTOM, PFIFNER, ARTECH, TRENCH ou équivalent), tel que décrit au CPS et qui seront installés au poste de livraison 60/22KV de l'aéroport Casablanca Mohammed V y compris toutes Sujétions.

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 02 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 3 : Fourniture de combinés T.C. HT

Ce prix consiste en la fourniture de combinés de mesure 'de marque (ALSTOM, PFIFNER, ARTECH, TRENCH ou équivalent), tel que décrit au CPS en tant que pièces de rechange y compris toutes Sujétions.

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 03 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 4 : Fourniture, pose et mise en service de combinés T.T. HT au poste de livraison 60/22 KV

Ce prix consiste en la fourniture, installation, raccordement et mise en service de combinés TT, HT de marque (ALSTOM, PFIFNER, ARTECH, TRENCH ou équivalent) tel que décrit au CPS et qui seront installés au poste de livraison 60/22KV de l'aéroport Casablanca Mohammed y compris toutes Sujétions.

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 04 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 5 : Fourniture de combinés T.T. HT

Ce prix consiste en la fourniture de combinés TT, HT de marque (ALSTOM, PFIFNER, ARTECH, TRENCH ou équivalent) tel que décrit au CPS en tant que pièces de rechange y compris toutes Sujétions.

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 05 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 6 : Changement des chaines d'ancrage à HUIT (8) éléments avec éclateurs et contre poids et tout autre accessoire de fixation y compris toutes sujétions

Ce prix consiste en le changement des chaines d'ancrage à 8 éléments avec éclateurs et contre poids et tout autre accessoire de fixation des deux arrivées 60KV aériennes à l'entrée du poste 60KV y compris la peinture des supports métalliques, fixation, adaptation et toutes sujétions de pose.

Ouvrage à régler à l'ensemble au prix n° 06 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 7 : Fourniture, pose et mise en service de résistance de neutre 24KV -12.5 Ω (ohms) type intérieur

Ce prix consiste en la fourniture, installation, raccordement et mise en service de résistance de neutre 24KV -42.5 Ω (ohms) type intérieur suivant les spécifications citées sur le descriptif Y compris toutes sujétions de pose.

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 07 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 8 : Fourniture, pose et mise en service de disjoncteur 72,5 KV

Ce prix consiste en la fourniture, installation, raccordement et mise en service de Fourniture, pose et mise en service de disjoncteur 72,5 KV

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 08 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 9 : Fourniture, pose et mise en service de transformateur TSA 50KVA

Ce prix consiste en la fourniture, installation, raccordement et mise en service de Fourniture, pose et mise en service de transformateur TSA 50KVA

Ouvrage à régler à l'unité au prix n° 09 du bordereau des prix-détail estimatif.

Prix n° 10 : Intégration des nouveaux équipements dans le système de supervision installé au poste 60/22 KV

Ce prix consiste en l'Intégration des nouveaux équipements dans le système de supervision installé au poste 60/22KV et toutes sujétions.

Les travaux consistent en l'intégration des informations d'états et des alarmes des disjoncteurs, ainsi que les transformateurs TSA dans le système de contrôle commande installés au poste 60/22KV.

Tout accessoire ou câblage nécessaire au raccordement dédits équipements est à la charge du prestataire.

Ouvrage régler à l'ensemble au prix n° 10 du bordereau des prix-détail estimatif.

Appel d'offres ouvert N° 047-24-AOO

Fourniture, installation et mise en service de combinés de mesure HT et disjoncteurs HT au poste de livraison 60/22 KV de l'Aéroport Casablanca Mohammed V

<p>Direction concernée</p> <p>Direction Aéroport Mohammed V Chef du Département Technique Navigation Signé : Abderrahim FARD</p> <p>Le Directeur de l'Aéroport Mohammed V Signé : Abdelhak MAZOUR</p>	<p>Direction des Achats et de la Logistique</p> <p>Le Directeur des Achats et de la Logistique Abdellah BOUKHLOUF</p>
<p>Direction Générale de l'ONDA</p> <p>07 MAR 2024</p> <p>La Directrice Générale Habiba LAKLALECH</p> <p>Direction Générale OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS</p>	
<p>Concurrent</p> <p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	